

## **Appel à communications** **Les lieux de l'enseignement de l'architecture en France, au XXe siècle**

Quelle architecture pour les écoles d'architecture ? Aux yeux des architectes confrontés à ce programme depuis qu'il existe, pas de doute que les lieux d'apprentissage de l'architecture devaient avoir valeur didactique, voire initiatique, pour les élèves appelés à les fréquenter. Exemples des principes pédagogiques de l'enseignement qu'elles abritaient, les écoles ont parfois aussi été investies de valeurs plus éminentes encore, comme emblèmes de politiques artistiques ambitieuses ou images du statut de l'architecte dans la société : c'est dire l'importance de ce programme pour l'architecture, au XX<sup>e</sup> siècle aussi bien qu'au XIX<sup>e</sup>.

### **L'École des beaux-arts...**

La question se trouve posée de façon aussi éclatante que paradoxale par le projet pour l'École des beaux-arts de Paris, élaboré et réalisé par Félix Duban dans les années 1830. Ayant à aménager une grande école dans un ancien musée lapidaire, lui-même installé dans un vieux couvent, Duban s'était bien gardé d'effacer les traces des occupations précédentes ; au contraire il s'était servi des lieux existants et des fragments restants pour intégrer à l'école une sorte de musée d'histoire de l'art offert aux élèves pour leur édification. Cela n'avait pas été sans entorses aux principes académiques, puisqu'il avait fallu glisser les bâtiments nouveaux entre des façades anciennes assez disparates, telles que l'arc de Gaillon, le cloître des Petits Augustins, le frontispice du château d'Anet. Ce faisant, Duban avait inventé un type de composition plus complexe, qui s'était révélé parfaitement adapté à la conservation et à la mise en scène des meilleures œuvres de générations successives d'élèves, placées là pour l'émulation des suivantes. En donnant aux principales salles un luxe inouï (aucune autre grande école ou université ne bénéficiait d'un tel faste), il préparait en outre les futurs artistes à assumer les commandes les plus prestigieuses de l'État. Les élèves n'évoluaient donc pas dans un cadre conçu selon les règles qu'ils y apprenaient, mais ils vivaient au milieu d'une ambition artistique qu'ils auraient à prolonger et d'une communauté dont ils seraient les héritiers. Ce cadre initiatique autant que pédagogique, à la fois riche et stimulant, chargé de mystère et de poésie, a laissé une empreinte indélébile sur tous les élèves qui s'y sont formés, jusqu'aux derniers, et servi d'inspiration à nombre de projets d'écoles, jusqu'à aujourd'hui.

Mais si sa conception est bien connue, son évolution et sa réception au cours du XX<sup>e</sup> siècle ont été beaucoup moins étudiées. Pourtant les sujets de curiosité ne manquent pas, concernant certains lieux emblématiques comme les loges, la bibliothèque centrale, la salle Melpomène, le monument aux morts, etc. Les modifications opérées en mai 68 et dans les années suivantes posent question, en particulier le déménagement des collections de moulages, la dispersion des vestiges architecturaux comme l'arc de Gaillon, ou encore de façon plus anecdotique la crèche sauvage en forme de bulle de béton des années 1970. Enfin, les effets de la patrimonialisation récente seraient à interroger.

### **Et ses ateliers extérieurs**

À l'opposé du luxe et du prestige des salles honorifiques de l'École des beaux-arts, les ateliers où se faisait au quotidien l'apprentissage de l'architecture présentaient tous les caractères de la pauvreté, de la malpropreté et de l'inconfort. L'enseignement de l'art étant réputé libre et donc privé, l'administration ne se sentait nullement responsable de l'état des ateliers dits « extérieurs », disséminés aux alentours de la rue Bonaparte. Il incombait aux élèves eux-mêmes de louer, de meubler et de gérer en toute autonomie des locaux d'activité, que l'on équipait de tables à dessin et d'étagères pour en faire des ateliers. Fonctionnant 24 heures sur 24 et 7 jours

sur 7, ces ateliers n'étaient pas seulement des lieux de travail mais littéralement des lieux de vie, capables d'accueillir aussi bien des hamacs lors des nuits de charrette que de se transformer en salles de banquet pour les festivités d'atelier, en studios de répétition de fanfare ou en ateliers de bricolage pour les chars du Rougevin... De ces locaux et de cette vie, on sait pourtant assez peu de choses, en l'absence d'archives administratives ou associatives : beaucoup de témoignages, mais souvent allusifs, de rares photos, quelques albums de souvenirs, des gazettes épi-sodiques ; autant de matériaux qui demanderaient à être systématiquement collectés, complétés et exploités.

Il faut attendre les années vingt pour que l'insalubrité proverbiale des ateliers extérieurs devienne un sujet de préoccupation et de honte, finissant par l'emporter sur la nostalgie de la vie de bohème dans les « ateliers d'antan » dont on dénonçait volontiers « l'ignominie » tout en l'entretenant. Roger-Henri Expert est alors chargé d'un projet de construction d'ateliers fonctionnels et hygiéniques sur tout le flanc sud de la rue Jacques Callot. Seule la première phase de ce projet voit le jour, en 1933, mais l'accueil dithyrambique dont bénéficie ce modeste bâtiment dans la presse architecturale en dit long sur l'attachement des architectes à leur école. La construction d'une ultime tranche de locaux pour les élèves architectes dans l'enceinte de l'école, après-guerre, ne jouira pas d'une telle ferveur, quoiqu'elle soit signée d'un architecte plus célèbre, Auguste Perret.

Dans les années soixante, c'est plutôt à l'extérieur de l'école que sont recherchées les solutions à la congestion du site. Avant même que mai 68 ne conduise à la dispersion des étudiants en architecture, une antenne pédagogique est installée au Grand Palais, d'autres lieux envisagés pour des projets d'écoles nouvelles, comme la colline de Brimborion à Sèvres, et des projets étudiés en région.

### **Les écoles régionales**

Un enseignement rudimentaire de l'architecture fut tôt délivré au sein de quelques écoles des Beaux-Arts, qui avaient parfois des antécédents forts anciens (Bordeaux, 1584 ; Lille, 1758). La plupart avaient cependant été réinventées ou créées dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle où elles avaient connu un essor remarquable, posant la question des locaux à leur attribuer. Si Marseille (1874) et Nancy (1909) se dotèrent de spectaculaires écoles neuves, le plus souvent la solution fut recherchée dans la réutilisation d'édifices tombés en désuétude, comme les halles aux toiles : ce fut le cas de Rouen et de Rennes, les deux premières villes à ouvrir des écoles régionales d'architecture. Ces dernières furent intimement associées à leurs aînées, partageant longtemps leurs locaux, leur directeur et une partie du corps enseignant. La chose semblait aller de soi, car elles eurent d'abord fort peu d'étudiants. Leur statut leur interdisait en outre d'ouvrir un atelier : ceux des écoles des Beaux-Arts permirent d'y suppléer. Ces écoles devaient toutefois disposer de locaux spécifiques, de loges notamment, quitte à les installer dans des bâtiments éloignés. Des opportunités vinrent parfois donner visibilité et allure à ces écoles jumelles : un couvent des Capucines réformé à Rennes (1911), un aître (bâtiment-ossuaire complétant un cimetière) à Rouen (1940). Il fallut attendre les années 1960 pour que des déménagements soient envisagés, généralement à l'occasion de réaffectations (Lille, 1964). Marseille fut pionnière en ouvrant le chantier d'un nouvel édifice dès 1966.

### **Les unités pédagogiques des années 1970**

L'éclatement de l'école des beaux-arts après mai 68, le statut national donné aux anciennes écoles régionales, la création de nouvelles unités pédagogiques à Paris et dans la région parisienne, l'augmentation des effectifs liée à la suppression du concours d'entrée : ces nouvelles conditions entraînent une floraison de projets d'écoles, qui ne font pas tous l'objet d'un concours d'architecture (pas encore obligatoire), mais qui tous sont l'objet de recherches de pro-

grammation et d'expériences de conception originales, parfois menées avec les étudiants, destinées à permettre l'éclosion d'une architecture innovante adaptée aux nouvelles pédagogies. Les projets de cette première vague de construction tranchaient nettement avec l'architecture universitaire, et même si certaines réalisations de tendance « proliférante » ont montré rapidement des signes d'inadaptation ou d'obsolescence, leur étude et leur réévaluation font partie des chantiers à mener. Parmi les plus remarquables, on peut citer les projets des unités pédagogiques de Nantes (Georges Evano et Jean-Luc Pellerin, 1975), de Nanterre (Jacques Kalisz, 1972), de Bordeaux (Claude Ferret, 1974), de Grenoble (Roland Simounet, 1978), de Toulouse (Georges Candilis, 1974), de Nancy ou de Villeneuve d'Ascq (Pierre Eldin, 1976). Cantonnées dans des locaux inappropriés, surchargés et parfois même indignes, d'autres écoles régionales devenues UP attendirent longtemps leur heure : celle de Rouen ne quitta l'âtre Saint-Maclou qu'en 1984 et Rennes n'obtint son indépendance domiciliaire qu'en 1990.

Les politiques publiques de l'enseignement de l'architecture dans les années 1970-80, oscillant entre ministères de la Culture et de l'Équipement, balançant sur la taille à donner aux écoles, hésitant sur la carte nationale des établissements, en fonction de leur taille précisément, suscitent quelques études et concours pour de nouvelles écoles dans des villes dépourvues jusque-là de ce type d'enseignement : en 1997 Jean-Claude Pondevie remporte le concours pour une unité pédagogique envisagée à Tours et Henri Ciriani pour celle de Compiègne. Mais aucun de ces projets ne verra le jour, le ministère ayant renoncé entretemps à multiplier les écoles. D'autres architectes, comme Jean Bossu, se consacrent à des études plus théoriques, sans localisation définie.

### **Les écoles nationales supérieures des années 1990-2000**

Une nouvelle vague de travaux, dans les années 1990-2000, emporte la reconstruction de certaines écoles récentes mais déjà obsolètes comme celle de Nantes, ou la réalisation de nouvelles écoles, comme à Rouen (Patrice Mottini, 1983), Rennes (Patrick Berger, 1990), Nancy (Livio Vacchini, 1994), Strasbourg (Marc Mimram, 2014) ou Marne-la-Vallée (Bernard Tschumi, 1999). Les concours organisés pour ces occasions – à grand retentissement dans la presse professionnelle - ont à nouveau témoigné de l'intérêt des architectes pour un programme à fort enjeu théorique. La controverse organisée par une revue d'architecture entre deux des concurrents les plus radicaux de Marne-la-Vallée - le lauréat Bernard Tschumi et le perdant Christian de Portzamparc - le montrait de façon éloquente, chacun défendant un « manifeste » pédagogique, mais complètement opposé. Plus récemment encore, le projet lauréat de Lacaton et Vassal pour l'école de Nantes a suscité de vives polémiques. Quoique ces débats soient très récents et les passions toujours exacerbées, il est à souhaiter qu'ils suscitent dès à présent des travaux utiles à la réflexion. Le mouvement, au reste, n'est pas achevé puisque l'école de Clermont-Ferrand vient d'investir ses nouveaux locaux (reconvertis par Dominique Lion et Pierre du Besset, 2015) et que Marseille s'apprête à le faire.

Enfin on n'oublie pas que d'autres établissements ont pu faire l'objet de projets marquants, comme l'École spéciale des travaux publics, reconstruite boulevard Saint-Germain, en 1936, par Joannès Chollet et Jean-Baptiste Mathon.

L'architecture des écoles d'architecture est un domaine de recherches particulièrement riche, auquel ce séminaire entend contribuer, en ouvrant aussi largement que possible l'éventail des sujets et en faisant appel à des sources d'archives encore inexploitées.

Les propositions sont à envoyer avant le 17 février 2018 à [amandinediener@wanadoo.fr](mailto:amandinediener@wanadoo.fr). Elles se composeront d'un argumentaire d'une page environ, accompagné de la mention des sources mobilisées et d'une bibliographie succincte, ainsi que d'un court CV.

Anne-Marie-Châtelet, Marie-Jeanne Dumont, Daniel Le Couédic.